

La bibliothèque du citoyen

Olivier Duhamel

Le quinquennat

Préface de Robert Badinter



SciencesPo.
Les Presses

Extrait de la publication

LE QUINQUENNAT

Du même auteur

- Chili ou la tentative de la révolution/légalité*, Paris, Gallimard, 1974.
- Changer le PC ?* dirigé avec Henri Weber, Paris, PUF, 1979.
- La Gauche et la Ve République*, Paris, PUF, 1980 [réédition coll. « Quadrige », avec une préface de René de Lacharrière, 1993].
- Histoire des idées politiques*, avec François Châtelet et Evelyne Pisier, Paris, PUF, 1982 [nouvelles éditions revues et augmentées, 1988, 1992, 1996].
- La Constitution de la Ve République*, dirigé avec Jean-Luc Parodi, Paris, Presses de Sciences Po, 1985 [nouvelle édition 1988].
- Le Nouveau Président*, avec Jérôme Jaffré, Paris, Seuil, 1987.
- Dictionnaire des œuvres politiques*, dirigé avec François Châtelet et Evelyne Pisier, Paris, PUF, 1986 [nouvelles éditions revues et augmentées, 1989, 1995].
- Dictionnaire constitutionnel*, dirigé avec Yves Mény, Paris, PUF, 1991.
- Droit constitutionnel et politique*, Paris, Seuil, 1994.
- Petit dictionnaire pour lutter contre l'extrême droite*, avec Martine Aubry, Paris, Seuil, 1995.
- Petit dictionnaire de l'euro*, avec Dany Cohn-Bendit, Paris, Seuil, 1998.
- Démocratie, démocrates*, avec Robert Darnton (dir.), Paris, Éditions du Rocher, 1998.
- La Déclaration universelle des droits de l'homme*, dirigé avec Mario Bettati et Laurent Greilsamer, Paris, Gallimard, coll. « Folio », 1999 [nouvelle édition, 2008].
- Les Démocraties*, Paris, Seuil, 2000 [3^e édition].
- Vive la VI^e République !*, Paris, Seuil, 2002.
- Le Pouvoir politique en France*, Paris, Seuil, 2003 [5^e édition].
- La Constitution européenne*, Paris, Dalloz, 2004.
- Pour l'Europe. La Constitution expliquée et commentée*, Paris, Seuil, 2005 [Prix du livre européen].
- Des raisons du « non »*, Paris, Seuil, 2005.
- Les Matins d'un Européen*, Paris, Seuil-France Culture, 2005.
- Histoire de la Ve République, 1958-2007*, avec Guy Carcassonne et Jean-Jacques Chevallier, Paris, Dalloz, 2007.
- Le Starkozysme*, avec Michel Field, Paris, Seuil-Presses de Sciences Po, coll. « Médiathèque », 2008.
- Histoire des présidentielles*, Paris, Seuil-France Culture, 2008.

*LA BIBLIOTHÈQUE
DU CITOYEN*

Olivier Duhamel

LE QUINQUENNAT

Réflexions sur nos institutions

3^e édition
Préface de Robert Badinter

PRESSES DE SCIENCES PO

Extrait de la publication

Catalogage Électre-Bibliographie (avec le concours de la Bibliothèque de Sciences Po)

Duhamel, Olivier

Le quinquennat - 3^e édition. — Paris : Presses de Sciences Po, 2008.
— (La Bibliothèque du citoyen)

ISBN 978-2-7246-1077-2

RAMEAU : Présidents : durée du mandat : France

France : Constitution (1958)

Institutions politiques : France : 1990-...

DEWEY : 320.5 : Institutions politiques

342.22 : Droit constitutionnel : structures et pouvoirs de l'État-Pouvoir exécutif

Public concerné : Tout public

La loi de 1957 sur la propriété intellectuelle interdit expressément la photocopie à usage collectif sans autorisation des ayants droit (seule la photocopie à usage privé du copiste est autorisée).

Nous rappelons donc que toute reproduction, partielle ou totale, du présent ouvrage est interdite sans autorisation de l'éditeur ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC, 3, rue Hautefeuille, 75006 Paris).

© 2008. PRESSES DE LA FONDATION NATIONALE
DES SCIENCES POLITIQUES

À Aurore et Simon, en 2000,
à un quinquennat et un septennat
du droit de vote.

Préface à la troisième édition

Cette nouvelle édition de l'ouvrage d'Olivier Duhamel vient à son heure. Lors de sa publication en 2000, son essai se présentait comme une brillante plaidoirie pour réduire à cinq ans la durée excessive du mandat présidentiel, issu de circonstances historiques particulières.

Huit ans après son adoption, le quinquennat appelait une remise en perspective, sinon en question. Nul n'est plus qualifié pour en traiter que Olivier Duhamel. L'éclat du talent, un savoir encyclopédique, une sensibilité politique nourrie dès l'enfance dans un milieu familial pénétré de l'amour de la République et passionné par le débat d'idées, une expérience personnelle de parlementaire européen, ces qualités si rarement réunies en une personne donnent à la plume féconde et à la parole incisive de Olivier Duhamel, une force de conviction dont j'ai souvent mesuré l'impact.

Comme les grands publicistes du XIX^e siècle, Olivier Duhamel a compris que la bataille des idées ne se jouait pas que dans les cénacles universitaires. Tel Constant ou Tocqueville, il sait qu'éclairer le public en l'interpellant directement est une dimension nécessaire de la démocratie

moderne. Le forum est aujourd’hui plus étendu que jamais : de la presse écrite à la presse parlée, de la chaire universitaire à la chaîne télévisuelle, du colloque au blog, Olivier Duhamel a compris qu’il fallait être partout présent, faute de quoi la pensée, aussi forte soit-elle, demeure confinée au placard.

L’essai sur le quinquennat rappelle justement que cette durée du mandat s’imposait dès lors que dans la Cinquième République le président est l’élu du peuple. Le septennat, par la discordance des élections nationales, ouvrait la voie, pour un peuple français plus enclin à critiquer qu’à approuver ses dirigeants, à la cohabitation, cette pathologie de la Cinquième République. La succession des élections, présidentielle puis législatives, prévient dorénavant toute cohabitation, hors circonstances exceptionnelles. L’exécutif s’en trouve renforcé – ce qui n’est pas négligeable dans le monde globalisé du xxi^e siècle. Mais le mal profond de nos institutions n’est pas pour autant guéri : l’hyperpuissance du président élu, demeure et même se trouve accrue par le quinquennat. Le président n’ayant plus à craindre la sanction du suffrage universel, par des élections législatives en cours de mandat, peut exercer pendant cinq ans un pouvoir impérial. Et comme le président de la République demeure le véritable chef de la majorité parlementaire, qualifiée de majorité présidentielle, le Parlement étroitement contrôlé par l’exécutif ne peut être dans nos institutions la source d’un véritable rééquilibrage des pouvoirs. Par l’entremise de la majorité présidentielle, le président est en réalité le premier législateur de la République. La révision constitutionnelle entreprise peut

corriger à la marge cette situation. Elle ne peut modifier le déséquilibre structurel de la Cinquième République : le président élu démocratiquement est maître de tout ou presque et n'est responsable de rien, même pas d'un échec à un référendum où il s'est politiquement engagé. Le pouvoir sans la responsabilité, cette caractéristique de la Cinquième République depuis le départ de De Gaulle en 1969, tel est le trait marquant de nos institutions.

Ce n'est pas la révision initiée par le président Sarkozy qui comblera ce déficit considérable de démocratie. Son apport le plus original au regard de la tradition républicaine est d'ouvrir au président de la République les portes du Parlement réuni en Congrès de Versailles. Le président glorifiera ses réussites, excusera ses échecs, et présentera au gouvernement et à la majorité présidentielle leur feuille de route. Il sera ovationné par la majorité. Commencera alors le débat sans vote. Illustration saisissante de la Cinquième République. Le président s'adresse à un Parlement muet. Puis s'en va. Le Parlement débat, sans pouvoir décider.

« L'État ? c'est moi ! disait le Roi Soleil. L'État, c'est lui » penseront les téléspectateurs en regardant le président en majesté au Congrès de Versailles. Le quinquennat existe. La monarchie républicaine persiste.

La Cinquième République boîte toujours.

Robert Badinter
juin 2008

Avant-propos

Réduire la durée du mandat présidentiel de sept à cinq ans : quoi de plus simple ? Un nouveau chiffre, un seul mot changé dans la Constitution, quatre lettres, pas plus. Grâce à quoi, les Français votent plus souvent, le président règne moins longtemps. L'affaire est entendue.

Sauf que l'on objecte : le quinquennat change la nature de nos institutions. La plupart des tenants de cette thèse soulignent qu'il présidentialise la Cinquième République – et, de ce fait, le récusent. D'autres fondent leur refus sur une analyse exactement inverse : il renforce le poids des partis, et nous menace d'un régime d'assemblée. L'affaire se complique.

Un troisième type de discours présente une autre argumentation : le quinquennat nous entraîne obligatoirement vers un régime à l'américaine, avec la disparition de la fonction de Premier ministre, l'abandon de la responsabilité du gouvernement devant le Parlement, la suppression du droit de dissolution. Un tel enchaînement est redouté par les conservateurs de la Cinquième République, mais souhaité par ses réformateurs. Le brouillard s'épaissit.